

1 Santé publique

- Commission européenne : consultation sur l'avis préliminaire sur la concurrence entre les fournisseurs de soins de santé
- Commission européenne : publication du rapport Maceli sur "l'efficacité comparée des systèmes de santé, corrigée des facteurs de style de vie sélectionnés"
- Commission européenne : publication de l'étude d'évaluation de la Directive 24/2011 sur les soins transfrontaliers
- EuroBaromètre spécial : les droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers
- Commission européenne: avis sur la sécurité des amalgames dentaires et des matériaux de restauration dentaire
- Réseau HTA: publication d'un document de réflexion
- Commission européenne : lancement d'un outil pour l'utilisation des fonds structurels et d'investissements européens
- Commission européenne : étude sur les législations nationales sur les dossiers de santé électroniques (DES) dans les États membres de l'UE
- Corporate Europe Observatory : perturbateurs endocriniens, un rapport accable les lobbies et la Commission européenne
- EPF : campagne européenne sur la responsabilisation des patients
- Parlement européen : résolution en faveur de soins de santé plus sûrs
- ECDC : les cas de tuberculose multi-résistante restent élevés

2 Médicaments et dispositifs médicaux

- Commission européenne : réglementation sur les cellules et tissus humains
- EMA : recommandation de suspension de médicaments mis sur le marché
- Médicaments orphelins : Belgique et Pays-Bas négocient ensemble
- EMA : nouvelles règles sur les déclarations d'intérêts des membres et des experts du comité scientifique

3 Services de soins de santé dans le marché intérieur

- Mutualités libres : les Belges de plus en plus nombreux à se faire soigner à l'étranger
- Parlement européen : pétition sur l'octroi de permis à des ressortissants de pays tiers pour ouvrir une pharmacie en Grèce
- Parlement européen : pétition d'un ressortissant indien sur la reconnaissance de sa qualification professionnelle de dentiste au RU

4 Politique sociale

- Commission européenne : modernisation des systèmes de protection sociale: le point sur les réformes dans les États membres
- Parlement européen : étude sur l'impact de la crise et des mesures d'austérité sur les droits sociaux fondamentaux
- Commission européenne : "Évolution de l'emploi et de la situation sociale": le rapport annuel souligne les principaux facteurs de résistance à la crise
- CPS : rapports sur le cadre d'évaluation conjoint (JAF) dans le domaine de la santé
- CPS : moniteur de performance de la protection sociale

5 e-Health

- Autorité européenne de surveillance de la protection des données : avis sur la "santé mobile"

6 Politique économique

- Irlande : résultats de la troisième mission de surveillance post-programme
- ECOFIN : conclusions du Conseil sur la viabilité des finances publiques à la lumière du vieillissement des populations
- ECOFIN : le Conseil approuve sa position pour les négociations à mener concernant le fonds européen pour les investissements stratégiques
- ECOFIN : "Rapport sur le vieillissement 2015 : Projections économiques et budgétaires dans les 28 États membres l'UE (2013-2060)"
- Commission européenne : publication des propositions des recommandations spécifiques par pays
- OMS : étude sur la viabilité des options d'assurance de santé pour la réforme du secteur à Chypre
- Commission européenne : résultats de la consultation publique sur la stratégie Europe 2020
- Commission européenne : propositions de lignes directrices intégrées pour les politiques économiques et de l'emploi
- Commission européenne : une amende à l'Espagne pour des données erronées sur les dépenses de santé
- BEI : plan "Juncker", 300 millions € de la BEI préfinanceront 4 projets

7 Les accords commerciaux internationaux

- TTIP : Déclaration conjointe UE/États-Unis sur les services publics
- Négociateur pour l'UE : l'accord pourrait réduire le coût des médicaments
- Parlement européen : les accords commerciaux ne doivent pas affaiblir les lois européennes sur la protection des données
- Experts de la santé publique : TTIP menace la santé
- Conseil : le document de réflexion sur l'ISDS remporte un large soutien
- Commission européenne : la Commission défend l'intégration du volet "santé" dans le TTIP
- Parlement européen : la Commission INTA donne le feu vert à la poursuite des pourparlers sur l'ISDS dans un projet de résolution
- Parlement européen : la Commission ENVI exige l'exclusion de la santé du TTIP
- Parlement européen : exigences fortes de la Commission 'Emploi et affaires sociales' sur le TTIP
- Parlement européen : la Commission des affaires juridiques contre l'inclusion d'un mécanisme ISDS dans le TTIP
- NHS : un site web dédié à TTIP

8 Jurisprudence de la Cour de justice de l'UE

- Arrêt de la CJUE : application d'un taux réduit de TVA
- Conclusions de l'AG : exclusion des heures de formation des médecins hospitaliers
- Arrêt de la CJUE : les homosexuels peuvent être exclus du don de sang, mais sous conditions
- Arrêt de la CJUE : calcul des pensions d'invalidité et discrimination fondée sur le sexe
- Arrêt de la CJUE : radiation de médicaments d'une liste des spécialités pharmaceutiques prises en charge en sus des forfaits hospitaliers – Obligation de motivation
- Arrêt de la CJUE : droit au congé de maternité et période de stage
- La Cour de justice de l'UE se penchera sur la certification des produits médicaux

9 Concurrence

- Aides d'état : la Commission autorise la dérogation aux rabais obligatoires accordée par l'Allemagne à certaines entreprises pharmaceutiques
- Concentrations : la Commission autorise, sous certaines conditions, l'acquisition par Zimmer du fabricant de prothèses orthopédiques Biomet
- Autorité croate de la concurrence : avis sur un nouveau mode de remboursement de médicaments
- Aides d'état : décision de la Commission sur la mise en œuvre de mesures en République slovaque
- Aides d'état : nouvelles orientations aux États sur les aides locales

10 Procédures d'infraction

- Emploi : la Commission demande à l'Espagne de respecter les droits des travailleurs de nuit en vertu de la directive sur le temps de travail

11 Publications

- Eurohealth : "Réduire les inégalités dans la santé et les soins de santé"
- OMS : "Accès aux nouveaux médicaments en Europe"
- OMS : "Promouvoir une meilleure intégration des systèmes d'information sur la santé: bonnes pratiques et défis"
- OSE : "Politique et droit de l'Union Européenne: développements ayant un impact sur la politique nationale des soins de santé"
- LSE : "TTIP, droit commercial international, santé et systèmes publics de santé"
- OMS : "Building primary care in a changing Europe"
- OMS : "Evaluation de la gestion des maladies chroniques dans les systèmes européens de santé : rapports nationaux"
- "EU Country Specific Recommendations for health systems in the European Semester process: Trends, discourse and predictors"

12 Divers

- EPHA : analyses dans le cadre du Semestre européen
- Conseil de l'Europe : conférence sur l'avenir de la protection des droits sociaux en Europe

1 Santé publique

Commission européenne : consultation sur l'avis préliminaire sur la concurrence entre les fournisseurs de soins de santé

Un avis a été publié par le groupe d'experts sur des moyens efficaces d'investir dans la santé. Il traite du rôle de la concurrence entre les fournisseurs de soins de santé comme un instrument pour améliorer l'efficacité dans l'utilisation des ressources du système de santé.

DOC [EN](#) PDF

Commission européenne : publication du rapport Maceli sur "l'efficacité comparée des systèmes de santé, corrigée des facteurs de style de vie sélectionnés"

L'étude couvre les 28 États membres de l'UE, l'Islande et la Norvège et compare le rapport coût-efficacité de tous les systèmes de santé européens en tenant compte de la variation dans le comportement de mode de vie entre les pays.

DOC [EN](#) PDF

Commission européenne : publication de l'étude d'évaluation de la Directive 24/2011 sur les soins transfrontaliers

L'étude analyse la mise en oeuvre de la Directive 24/2011 relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers, selon le remboursement des soins de santé transfrontaliers, la qualité et la sécurité de ces soins et le temps d'attente pour l'accès aux soins. L'étude a été menée à l'échelle des 28 États membres avec comme objectif la collecte d'informations fiables et comparables sur la mise en oeuvre de la Directive dans toute l'Union européenne.

DOC [EN](#) PDF

EuroBaromètre spécial : les droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers

Le nombre de personnes ayant bénéficié de soins de santé transfrontaliers dans l'Union européenne n'a pas augmenté depuis 2007. 5 % des personnes interrogées ont reçu des soins médicaux dans un autre pays de l'UE au cours de la dernière année. Toutefois, environ la moitié des personnes interrogées se déclarent disposées à se rendre dans un autre pays de l'UE afin de recevoir un traitement médical, sous certaines conditions ou sans condition.

DOC 1 [EN](#) PDF | DOC 2 [FR](#) - [EN](#) PDF

Commission européenne : avis sur la sécurité des amalgames dentaires et des matériaux de restauration dentaire

La Commission européenne et son Comité scientifique non-alimentaire sur les nouveaux risques sanitaires (CSRSEN), ont publié un avis final sur la sécurité des amalgames dentaires et des matériaux de restauration dentaire pour les patients et les utilisateurs. Il vise à évaluer l'innocuité et l'efficacité de l'amalgame dentaire et autres matériaux de restauration en évaluant les preuves scientifiques sur l'association potentielle entre l'amalgame et ses solutions de rechange, et les allergies, les troubles neurologiques ou autres effets néfastes sur la santé.

DOC [EN](#) PDF

Réseau HTA : publication d'un document de réflexion

Le réseau Health Technology Assessment (HTA) a publié un document de réflexion sur la réutilisation du travail conjoint dans les activités nationales du réseau.

DOC [EN](#) PDF

Commission européenne : lancement d'un outil pour l'utilisation des fonds structurels et d'investissements européens

La Commission a lancé un outil pour aider les États membres à utiliser les fonds structurels et

d'investissement européens pour des investissements efficaces en matière de santé, préparé dans le cadre du projet "ESIF pour la santé" co-financé par le programme de santé de l'UE.

DOC [EN](#) HTML

Commission européenne : étude sur les législations nationales sur les dossiers de santé électroniques (DES) dans les États membres de l'UE

L'étude donne un aperçu des lois nationales sur les dossiers de santé électroniques (DES) au sein des États membres de l'UE et évalue l'interaction de ces lois nationales avec la fourniture de services de santé en ligne transfrontaliers mentionnés dans la directive 2011/24 / UE. Pour chaque État membre de l'UE (et la Norvège), un rapport spécifique est disponible.

DOC 1 [EN](#) PDF | DOC 2 [EN](#) PDF

Corporate Europe Observatory : perturbateurs endocriniens, un rapport accable les lobbies et la Commission européenne

Les lobbies industriels et certains services de la Commission européenne seraient responsables du retard pris par la Commission européenne pour agir contre les perturbateurs endocriniens en dépit de ses obligations légales, selon un rapport de CEO (Corporate Europe Observatory), intitulé "une affaire toxique".

DOC [EN](#) PDF

EPF : campagne européenne sur la responsabilisation des patients

Le Forum européen des droits des patients (EPF) a donné le coup d'envoi à une campagne annuelle sur la responsabilisation des patients. Tout au long de la campagne, l'EPF travaillera avec les organisations de santé pour pousser les discussions européennes sur ce sujet crucial, dans l'objectif d'aboutir à des actions concrètes destinées à améliorer les systèmes de soins de santé en Europe.

DOC [EN](#) HTML

Parlement européen : résolution en faveur de soins de santé plus sûrs

Les députés européens ont adopté une résolution en faveur de soins de santé plus sûrs. Déplorant les effets négatifs de la crise économique sur les budgets de santé nationaux, ils appellent les États membres à s'assurer que la sécurité des patients ne soit pas affectée pour autant.

DOC [FR/EN/NL](#) HTML

ECDC : les cas de tuberculose multi-résistante restent élevés

La tuberculose continue de reculer dans l'Union européenne, selon les dernières statistiques publiées conjointement par le Centre européen pour la prévention et le contrôle des maladies (ECDC) et le Bureau européen de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Une baisse jugée toutefois trop lente par les experts qui redoutent par ailleurs l'augmentation de la tuberculose multi-résistante.

DOC [EN](#) PDF

2 Médicaments et dispositifs médicaux

Commission européenne : réglementation sur cellules et tissus humains

La Commission européenne a adopté deux nouveaux ensembles de règles sur les cellules et tissus humains. D'une part, la directive 2015/565/UE vise à faciliter le dépistage des tissus et cellules du donneur au receveur et vice versa. La Commission mettra en place un "code unique européen" et une plate-forme informatique pour assurer un étiquetage uniforme de tous les tissus et cellules distribués dans l'UE. D'autre part, la directive 2015/566/UE établit les procédures "pour veiller à ce que les tissus et cellules importés de pays tiers respectent

les mêmes normes de sécurité et de qualité que ceux obtenus, transformés et distribués dans l'UE.

DOC 1 [FR/EN/NL](#) HTML | DOC 2 [FR/EN/NL](#) HTML

EMA : recommandation de suspension de médicaments mis sur le marché

L'Agence européenne des médicaments (EMA) a confirmé sa recommandation de suspendre un certain nombre de médicaments pour lesquels une autorisation dans l'Union européenne (UE) reposait sur des études cliniques menées à GVK Biosciences à Hyderabad, en Inde et dont la fiabilité est remise en question.

DOC [EN](#) HTML

Médicaments orphelins : Belgique et Pays-Bas négocient ensemble

Les ministres de la Santé publique belge, Maggie De Block, et néerlandaise, Edith Schippers, ont signé un protocole d'accord pour négocier ensemble, avec les entreprises pharmaceutiques, le remboursement des médicaments orphelins. Les maladies orphelines sont des maladies rares qui touchent moins de cinq personnes sur 100 000. Il existe environ 8 000 maladies orphelines pour lesquelles à peine 150 médicaments sont disponibles sur le marché.

DOC 1 [FR](#) - [NL](#) HTML | DOC 2 [EN](#) HTML | DOC 3 [EN](#) HTML

EMA : nouvelles règles sur les déclarations d'intérêts des membres et des experts du comité scientifique

L'Agence européenne des médicaments (EMA) a mis à jour ses règles sur les déclarations d'intérêts des membres et des experts du comité scientifique afin de limiter la participation d'experts dans l'évaluation scientifique des médicaments s'ils envisagent de prendre un emploi dans l'industrie pharmaceutique.

DOC [EN](#) HTML

3 Services de soins de santé dans le marché intérieur

Mutualités libres : les Belges de plus en plus nombreux à se faire soigner à l'étranger

Selon les données des Mutualités Libres, les Belges sont 20% plus nombreux à s'être rendus dans un Etat membre européen pour se faire soigner depuis 2011, principalement en Allemagne. En 2014, 3.445 Belges ont passé la frontière pour consulter un médecin ou se procurer des médicaments (+5% par rapport à 2011). Dans la plupart des cas, il s'agit de traitements ambulatoires. Le nombre de dossiers d'hospitalisations et de traitements ambulatoires coûteux a augmenté de 39% par rapport à 2011.

DOC [FR](#) - [NL](#) HTML

Parlement européen : pétition sur l'octroi de permis à des ressortissants de pays tiers pour ouvrir une pharmacie en Grèce

Une ressortissante libanaise, mariée à un citoyen grec s'est vu refuser l'autorisation d'ouvrir une pharmacie en Grèce au motif qu'elle est issue d'un Etat tiers. Saisie d'une pétition, la Commission des pétitions du PE a confirmé ce refus au motif que l'époux n'avait pas exercé son droit à la libre circulation et a conseillé à la pétitionnaire de se tourner vers une demande de permis de séjour de longue durée, lui permettant de jouir des mêmes droits que les indépendants grecs.

DOC [FR](#) - [EN](#) PDF

Parlement européen : pétition d'un ressortissant indien sur la reconnaissance de sa qualification professionnelle de dentiste au RU

Alors que ses qualifications reconnues en Roumanie ont été reconnues comme conformes, les autorités britanniques ont refusé à un ressortissant indien l'autorisation d'exercer au RU au motif qu'il n'avait pas exercé sans interruption. La commission du PE a confirmé qu'en vertu de la directive sur la reconnaissance des qualifications professionnelles, le dentiste devait justifier de trois ans d'expérience professionnelle dans l'État membre qui avait d'abord reconnu le diplôme (Roumanie) pour que les autorités britanniques acceptent une reconnaissance automatique.

DOC [FR](#) - [EN](#) PDF

4 Politique sociale

Commission européenne : modernisation des systèmes de protection sociale: le point sur les réformes dans les États membres

La Commission européenne a publié le rapport réalisé à sa demande par les experts indépendants du réseau européen de politique sociale. Le rapport montre que, dans de nombreux États membres, les stratégies d'investissement social sont bien ancrées dans les systèmes de protection sociale. Cependant, dans d'autres États-membres les efforts de réforme ont parfois été freinés par la crise et les contraintes budgétaires.

DOC 1 [EN/FR](#) HTML | DOC 2 [EN](#) PDF

Parlement européen : étude sur l'impact de la crise et des mesures d'austérité sur les droits sociaux fondamentaux

La crise économique et les mesures d'austérité ont eu un impact non négligeable sur les droits fondamentaux en Europe selon une étude réalisée pour la commission Libertés civiles, justice et affaires intérieures du Parlement européen. L'étude note une nette détérioration de plusieurs droits fondamentaux. Outre l'accès à l'emploi et le droit à la retraite, les secteurs de l'éducation, de la santé et de la justice ont également été touchés par la crise et les mesures d'austérité.

DOC [EN](#) HTML

Commission européenne : "Évolution de l'emploi et de la situation sociale" : le rapport annuel souligne les principaux facteurs de résistance à la crise

Selon le rapport 2014 sur l'évolution de l'emploi et de la situation sociale en Europe, consacré aux séquelles de la récession, les pays alliant des emplois de qualité à une protection sociale efficace et à un fort investissement dans le capital humain ont mieux résisté à la crise économique. Le rapport indique néanmoins que la proportion de la population n'ayant pu accéder aux examens et traitements médicaux a augmenté entre 2007 et 2011 dans la majorité des États membres.

DOC [EN](#) PDF

CPS : rapports sur le cadre d'évaluation conjoint (JAF) dans le domaine de la santé

Le cadre d'évaluation conjoint sur la santé (JAF) est un dispositif permettant d'évaluer quels pays dévient de la moyenne européenne selon un indicateur donné. Il vise à identifier les défis spécifiques de ces pays sur base d'informations quantitatives. Le Comité de Protection Sociale (CPS) a décidé d'étendre le mandat du sous-groupe "indicateurs" afin de continuer à développer le JAF Santé.

Un premier rapport explique l'utilisation du JAF dans le domaine de la santé dans le cadre du Semestre européen 2014. Un deuxième explique la méthodologie JAF, donne un aperçu des sources de données utilisées et présente le cadre conceptuel pour adapter le système de santé proposé.

DOC 1 [EN](#) PDF | DOC 2 [EN](#) PDF

➤ **CPS : moniteur de performance de la protection sociale**

Le Comité de protection sociale a publié le Moniteur de Performance de la Protection Sociale (SPPM) 2014. Il indique une augmentation des besoins de soins médicaux non couverts dans neuf Etats membres depuis 2008.

DOC [EN](#) PDF

5 e-Health

➤ **Autorité européenne de surveillance de la protection des données : avis sur la "santé mobile"**

Dans son avis sur la "santé mobile", l'Autorité recommande une approche responsable parmi les personnes impliquées dans la conception, la fourniture et le fonctionnement des applications de santé, et la prise en compte de la protection des données lors de la conception des dispositifs ("privacy by design").

DOC [EN](#) PDF

6 Politique économique

➤ **Irlande : résultats de la troisième mission de surveillance post-programme**

La mission de surveillance conclut que des efforts supplémentaires sont nécessaires pour réduire les dépenses publiques en produits pharmaceutiques et à améliorer le rapport coût-efficacité de la prestation des soins de santé en particulier pour les hôpitaux.

DOC [EN](#) HTML

➤ **ECOFIN : conclusions du Conseil sur la viabilité des finances publiques à la lumière du vieillissement des populations**

Compte tenu des projections des dépenses liées au vieillissement et de la situation économique actuelle présentées dans le rapport sur le vieillissement, le Conseil a réaffirmé la nécessité de poursuivre une stratégie appropriée au niveau de l'UE dans tous les domaines liés à l'âge, notamment les réformes en matière de retraites, de soins de santé et de soins de longue durée.

DOC [EN/NL/FR](#) HTML

➤ **ECOFIN : le Conseil approuve sa position pour les négociations à mener concernant le fonds européen pour les investissements stratégiques**

Le FEIS sera établi au sein de la Banque européenne d'investissement en vertu d'un accord entre la Commission et la BEI. Il soutiendra des projets dans un grand nombre de domaines, tels que les infrastructures en matière de transports, d'énergie et de haut débit, l'éducation, la santé, la recherche et le financement à risque pour les PME. Il ciblera des projets socialement et économiquement viables.

DOC [FR/EN/NL](#) HTML

➤ **ECOFIN : "Rapport sur le vieillissement 2015 : Projections économiques et budgétaires dans les 28 Etats membres l'UE (2013-2060)"**

Le rapport sur le vieillissement, publié tous les trois ans, analyse l'impact futur des changements démographiques sur l'économie de l'UE. Ce rapport sert de base à l'évaluation des défis de viabilité budgétaire à long terme dans le domaine de la santé et de soins de longue durée et des pensions et pour les recommandations spécifiques par pays dans ces domaines.

DOC [EN](#) PDF

Commission européenne : publication des propositions des recommandations spécifiques par pays

La Commission recommande la poursuite des réformes des systèmes de soins de santé et de retraite à la Bulgarie, la Croatie, l'Espagne, la Finlande, la France, la Lettonie, le Luxembourg, Malte, la Pologne, la République tchèque, la Roumanie et la Slovénie. Il recommande par exemple à la France de prendre des mesures pour éliminer les obstacles à la concurrence. Selon la Commission le numerus clausus à l'accès aux professions de santé pourrait être réexaminé sans compromettre la qualité et la sécurité.

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [FR](#) - [EN](#) PDF

OMS : étude sur la viabilité des options d'assurance de santé pour la réforme du secteur à Chypre

Dans le cadre de la réforme du secteur de la santé à Chypre, le ministère de la Santé et l'OMS / Europe ont entrepris une étude nationale visant à comparer l'efficacité et la viabilité des différents régimes d'assurance-maladie. L'objectif est de déterminer les coûts, les avantages potentiels et les risques de l'exploitation d'un régime d'assurance santé nationale par l'intermédiaire des organismes d'assurance.

DOC [EN](#) HTML

Commission européenne : résultats de la consultation publique sur la stratégie Europe 2020

La Commission a adopté une communication sur les résultats de la consultation publique sur la stratégie Europe 2020 pour une croissance intelligente, durable et inclusive. Ces résultats ouvrent la voie à une révision de la stratégie Europe 2020. Les soins de santé ne sont pas mentionnés dans cette stratégie.

DOC 1 [FR/EN](#) PDF | DOC 2 [FR/EN/NL](#) HTML

Commission européenne : propositions de lignes directrices intégrées pour les politiques économiques et de l'emploi

La Commission a publié ses propositions de lignes directrices intégrées pour les politiques économiques et de l'emploi, qui seront adoptées par le Conseil. Les lignes directrices intégrées pour les politiques économiques demandent notamment de réformes structurelles dans les systèmes de sécurité sociale, mais ne font plus explicitement références aux systèmes de santé. Les lignes directrices pour les politiques de l'emploi, exhortent les États membres à moderniser leurs systèmes de protection sociale pour assurer une protection efficace, efficiente et adéquate, assurer l'équité et la lutte contre les inégalités, y compris les soins de santé accessibles.

DOC EN [PART.1](#) - [PART.2](#) PDF

Commission européenne : une amende à l'Espagne pour des données erronées sur les dépenses de santé

Pour la première fois, la Commission européenne a recouru, jeudi 7 mai, à sa nouvelle prérogative de pouvoir sanctionner un État membre pour manipulation des données relatives à la dette et au déficit. La Communauté de Valence est coupable d'"une négligence grave" pour avoir systématiquement envoyé des informations erronées aux autorités statistiques nationales entre 1988 et 2012, surtout par rapport aux dépenses de santé.

DOC [EN/FR](#) HTML

BEI : plan "Juncker", 300 millions € de la BEI préfinanceront 4 projets

La Banque européenne d'investissement (BEI) a annoncé qu'elle allait préfinancer 4 projets d'investissement dans 4 États membres qui seront in fine soutenus dans le cadre du plan 'Juncker' d'investissement. La transaction, d'un montant de 300 millions d'euros, servira à financer des projets incluant un centre de recherche de santé en et la construction de 14 nouveaux centres de santé en Irlande.

DOC [EN/FR](#) HTML

7 Accords commerciaux internationaux

TTIP : déclaration conjointe UE/États-Unis sur les services publics

L'Union européenne et les États-Unis ont publié une déclaration commune sur les services publics, dans laquelle les deux parties ont confirmé que les accords commerciaux n'empêchaient pas les gouvernements, à tous les niveaux, de fournir ou de soutenir la fourniture des services dans des domaines tels que l'eau, l'éducation, la santé et le social.

DOC [FR/NL/EN](#) HTML

Négociateur pour l'UE : l'accord pourrait réduire le coût des médicaments

La coopération réglementaire prévue par le TTIP entre les États-Unis et l'Union européenne pourrait réduire le coût des médicaments. Sébastien Goux, de la DG Santé de la Commission, qui représente l'UE dans les négociations sur le TTIP pour les produits pharmaceutiques, a précisé que l'UE et les États-Unis discutaient de la façon d'échanger des informations confidentielles vis-à-vis des inspections réglementaires. Les autorités débattront ensuite de l'échange d'autres types d'information, telle que les essais cliniques pour les produits pharmaceutiques.

DOC 1 [FR](#) HTML | DOC 2 [EN](#) HTML

Parlement européen : les accords commerciaux ne doivent pas affaiblir les lois européennes sur la protection des données

Dans un avis, la Commission des libertés civiles du PE recommande d'ajouter une disposition autonome transversale, de portée générale et dépourvue d'ambiguïté excluant totalement de l'accord le cadre juridique actuel et futur de l'Union européenne pour la protection des données à caractère personnel, sans imposer qu'il soit en accord avec d'autres volets du TTIP.

DOC [FR](#) - [EN](#) - [NL](#) PDF

Experts de la santé publique : TTIP menace la santé

Dans une déclaration commune, 71 organisations de santé publique de 41 pays européens ont condamné le TTIP qui selon elles, minerait les services publics, enracinerait les inégalités et introduirait des mesures susceptibles de réduire les normes de santé et de sécurité des consommateurs.

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [EN](#) HTML

Conseil : le document de réflexion sur l'ISDS remporte un large soutien

Le Conseil des affaires étrangères a salué le document de réflexion de la Commissaire Cecilia Malmström, proposant des options pour la réforme du mécanisme de règlement des différends investisseur-État (ISDS) dans le TTIP et d'autres futurs accords de libre-échange.

DOC [FR](#) - [EN](#) PDF

Commission européenne : la Commission défend l'intégration du volet "santé" dans le TTIP

Les négociateurs de l'UE pour les produits pharmaceutiques, les appareils médicaux et les cosmétiques au sein du TTIP ont rencontré des organisations de la société civile. Ils défendent l'inclusion du volet "santé" dans l'accord de libre-échange.

DOC [FR/EN](#) HTML

Parlement européen : la Commission INTA donne le feu vert à la poursuite des pourparlers sur l'ISDS dans un projet de résolution

La Commission INTA du PE a adopté le rapport Lange contenant les recommandations du PE à la Commission européenne sur la négociation du TTIP. Les députés ont adopté l'amendement de compromis 22 exigeant que l'eau, les services sociaux, des systèmes de santé et l'éducation

soient exclus du champ d'application de TTIP. Cette exclusion devrait s'appliquer indépendamment de la façon dont les services sont fournis et financés.

DOC [EN](#) - [FR](#) - [NL](#) PDF

Parlement européen : la Commission ENVI exige l'exclusion de la santé du TTIP

La Commission Environnement, santé publique et sécurité alimentaire (ENVI) a adopté un avis demandant à la Commission de veiller à ce qu'aucun accord n'intervienne dans les domaines de services publics de soins de santé, des OGM, du recours aux hormones dans le secteur de la viande bovine, du règlement REACH et du clonage des animaux à des fins agricoles.

DOC [FR](#) PDF - [EN](#) - [NL](#) DOC.

Parlement européen : exigences fortes de la Commission 'Emploi et affaires sociales' sur le TTIP

Dans son avis sur les recommandations du Parlement européen sur l'accord de libre-échange entre l'UE et les États-Unis (TTIP), la Commission Emploi et affaires sociales (EMPL) du Parlement européen plaide pour le maintien des services publics dans le domaine des États membres, demande l'exclusion des services publics incluant l'eau, l'éducation, les systèmes de sécurité sociale et de santé du champ d'application du TTIP.

DOC [FR](#) DOC. - [EN](#) - [NL](#) PDF

Parlement européen : la Commission des affaires juridiques contre l'inclusion d'un mécanisme ISDS dans le TTIP

Dans son avis pour les recommandations du Parlement européen sur les négociations de libre-échange entre l'UE et les États, la Commission des affaires juridiques s'oppose à l'inclusion dans le futur accord d'un mécanisme de règlement des différends investisseur/État (ISDS) et demande à la Commission d'exclure les services publics incluant l'eau, la santé, les systèmes de sécurité sociale et l'éducation pour laisser aux autorités nationales et locales une marge de manœuvre suffisante pour légiférer dans l'intérêt public.

DOC [FR](#) - [EN](#) - [NL](#) PDF

NHS : un site web dédié à TTIP

La NHS Confederation rassemblant des organisations chargées de la planification et de la prestation de services dans le système de soins de santé britannique (NHS) a dédié un site web au TTIP.

DOC [EN](#) HTML

8 Jurisprudence de la Cour de justice de l'UE

Arrêt de la CJUE : application d'un taux réduit de TVA

En appliquant un taux réduit de TVA aux livraisons d'équipements médicaux qui ne sont pas réservés à l'usage personnel et exclusif des handicapés ou qui ne sont normalement pas destinés à soulager ou à traiter des handicaps, ainsi qu'aux produits qui ne sont pas des produits pharmaceutiques normalement utilisés pour les soins de santé, la Pologne a manqué à ses obligations découlant de la directive TVA.

DOC [FR](#) HTML

Conclusions de l'AG : exclusion des heures de formation des médecins hospitaliers

En excluant les heures de formation des médecins hospitaliers non consultants prévues au tableau de service en dehors des périodes de garde de la notion de " temps de travail ", au sens de la directive " temps de travail ", l'Irlande a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de cette directive.

DOC [FR/EN/NL](#) HTML

➤ **Arrêt de la CJUE : les homosexuels peuvent être exclus du don de sang, mais sous conditions**

En interdisant d'une manière permanente à tout homosexuel de sexe masculin de faire don de son sang, la France semble ne pas respecter le principe de proportionnalité, a finalement tranché la Cour de justice de l'UE, par voie d'arrêt le 29 avril dans l'affaire C-528/13.

DOC 1 [FR](#) - [EN](#) - [NL](#) PDF | DOC 2 [FR/EN/NL](#) HTML

➤ **Arrêt de la CJUE : calcul des pensions d'invalidité et discrimination fondée sur le sexe**

La loi espagnole en matière de calcul des pensions d'invalidité permanente est conforme au droit de l'Union. Même si une disposition de cette loi aboutit à réduire le montant de la pension d'invalidité permanente due à certains travailleurs à temps partiel, elle n'introduit pas de discrimination fondée sur le sexe, selon un arrêt de la CJUE dans l'affaire C-527/13.

DOC 1 [FR](#) - [EN](#) - [NL](#) PDF | DOC 2 [FR/EN/NL](#) HTML

➤ **Arrêt de la CJUE : radiation de médicaments d'une liste des spécialités pharmaceutiques prises en charge en sus des forfaits hospitaliers – Obligation de motivation**

Dans les affaires jointes C-271/14 et C-273/14, la Cour a rappelé que conformément à l'article 6 de la directive 89/105/CEE concernant la transparence des mesures régissant la fixation des prix des médicaments à usage humain et leur inclusion dans le champ d'application des systèmes nationaux d'assurance maladie, il y avait lieu de motiver toute décision qui restreint les conditions de remboursement ou réduit le niveau de prise en charge d'un médicament en l'excluant de la liste des spécialités pharmaceutiques prises en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie en sus des prestations d'hospitalisation dont la prise en charge est assurée dans le cadre de forfaits de séjour et de soins.

DOC 1 [FR](#) - [EN](#) - [NL](#) PDF | DOC 2 [FR/EN/NL](#) HTML

➤ **Arrêt de la CJUE : droit au congé de maternité et période de stage**

Dans l'affaire Rosselle c/INAMI, la Cour a jugé que l'article 11 de la directive 92/85/CEE s'oppose à ce qu'un État membre refuse d'accorder à une travailleuse une prestation de maternité au motif que, en sa qualité d'agent statutaire ayant obtenu une mise en disponibilité pour convenances personnelles, elle n'a pas accompli, dans le cadre de cette activité salariée, le stage prévu par le droit national pour bénéficier de ladite prestation de maternité, même si elle a travaillé pendant plus de douze mois immédiatement avant la date présumée de son accouchement.

DOC [FR/EN/NL](#) HTML

➤ **La Cour de justice de l'UE se penchera sur la certification des produits médicaux**

Le scandale des prothèses mammaires au gel frelaté du producteur français PIP (Poly Implant Prothèse) va atterrir à la Cour de justice de l'UE. La Cour fédérale de justice allemande a en effet décidé, jeudi 9 avril, de saisir la justice européenne pour déterminer la responsabilité de la société allemande TÜV Rheinland, leader mondial du contrôle qualité, qui a certifié les implants mammaires défectueux, dont le port a causé des dommages à des centaines de milliers de femmes.

DOC [FR](#) HTML

9 Concurrence

➤ **Aides d'état : la Commission autorise la dérogation aux rabais obligatoires accordée par l'Allemagne à certaines entreprises pharmaceutiques**

À la suite d'une enquête approfondie, la Commission européenne a conclu qu'un régime allemand accordant à certaines entreprises pharmaceutiques une dérogation aux rabais obligatoires est conforme aux règles de l'UE en matière d'aides d'état. Elle a notamment constaté que le régime permet de maîtriser les coûts du système de santé publique grâce au gel des prix de certains médicaments, sans aller au-delà de ce qui est strictement nécessaire à cette fin.

DOC [EN](#) HTML

➤ **Concentrations : la Commission autorise, sous certaines conditions, l'acquisition par Zimmer du fabricant de prothèses orthopédiques Biomet**

La Commission européenne a autorisé, en vertu du règlement de l'UE sur les concentrations, le projet d'acquisition de Biomet Inc. par Zimmer Holdings Inc., deux entreprises américaines produisant des prothèses orthopédiques et des produits chirurgicaux connexes. L'autorisation est subordonnée à une série d'engagements présentés par Zimmer. Les engagements offerts par Zimmer dissipent les craintes de la Commission quant à une éventuelle hausse des prix d'un certain nombre de prothèses orthopédiques dans l'Espace économique européen suite à la fusion.

DOC [FR](#) - [EN](#) HTML

➤ **Autorité croate de la concurrence : avis sur un nouveau mode de remboursement de médicaments**

L'Autorité de la concurrence croate émet un avis concernant l'effet exclusif d'un nouveau mode de remboursement des médicaments délivrés sur ordonnance.

DOC [EN](#) HTML

➤ **Aides d'état : décision de la Commission sur la mise en œuvre de mesures en République slovaque**

Selon la Commission européenne, un système principalement basé sur la solidarité ne devient pas de nature économique lorsque les opérateurs ont un faible degré de discrétion pour faire de la concurrence sur la qualité et tirer profit une prestation efficace de services.

DOC [EN](#) PDF

➤ **Aides d'état : nouvelles orientations aux États sur les aides locales**

La Commission européenne a conclu, en lien avec sept mesures d'aide publique en faveur d'activités de dimension purement locale, que celles-ci ne constituaient pas une aide d'État au sens des règles de l'UE, étant donné qu'elles sont peu susceptibles d'affecter sensiblement les échanges entre États membres. Deux décisions visent le financement de structures de santé en République tchèque et en Allemagne.

DOC [FR/EN/NL](#) HTML

10 Procédures d'infraction

➤ **Emploi : la Commission demande à l'Espagne de respecter les droits des travailleurs de nuit en vertu de la directive sur le temps de travail**

La Commission européenne a demandé à l'Espagne de veiller à l'application correcte des règles de l'Union européenne en matière de temps de travail. L'Espagne n'a pas transposé dans son droit national la limitation absolue du travail de nuit à huit heures, impliquant des tensions particulières chez les travailleurs. En outre, concernant la force de police nationale, l'Espagne ne prévoit pas de procédure suffisamment efficace qui permettrait aux travailleurs de nuit de passer à

un travail de jour en cas de problème de santé.

DOC [FR/EN/NL](#) HTML

11 Publications

➤ Eurohealth : "Réduire les inégalités dans la santé et les soins de santé"

Le dernier numéro d'Eurohealth est dédié à la réduction des inégalités dans la santé et les soins de santé en Europe.

DOC [EN](#) HTML

➤ OMS : "Accès aux nouveaux médicaments en Europe"

Ce rapport intitulé " Access to new medicines across Europe : technical review of policy initiatives and opportunities for collaboration and research ", centré sur l'accès durable à de nouveaux médicaments, examine les politiques qui influent sur les médicaments tout au long de leur cycle de vie (de la recherche et du développement au désinvestissement), examinant les données actuelles pour l'Europe.

DOC [EN](#) PDF

➤ OMS : "Promouvoir une meilleure intégration des systèmes d'information sur la santé: bonnes pratiques et défis"

Ce rapport porte sur les tendances actuelles dans les États membres de l'Union européenne et de l'Association européenne de libre-échange (AELE) sur la façon de promouvoir une meilleure intégration des systèmes d'information de santé.

DOC [EN](#) HTML

➤ OSE : "Politique et droit de l'Union Européenne: développements ayant un impact sur la politique nationale des soins de santé"

L'influence de l'UE sur les systèmes nationaux de soins de santé est due principalement à la législation et aux politiques existantes dans d'autres domaines, comme la coordination au niveau européen des politiques macro-économiques et du marché intérieur. Ce briefing paper OSE, explore les développements récents dans ce domaine et mesure l'émergence d'un agenda européen visant à réformer les soins de santé.

DOC [FR/NL](#) HTML

➤ LSE : "TTIP, droit commercial international, santé et systèmes publics de santé"

La London School of Economics a publié une étude intitulée "Transatlantic Trade and Investment Partnership: International Trade Law, Health Systems and Public Health". Elle résume et évalue de façon critique les données disponibles sur les risques et les avantages sur la santé dans le cadre du TTIP. Elle évalue son impact sur la santé globale et fournit des lignes directrices à destination de la communauté européenne de la santé publique quant aux priorités sur lesquelles insister pendant la négociation du TTIP.

DOC [EN](#) PDF

➤ OMS : "Building primary care in a changing Europe"

Cette étude donne un aperçu des soins primaires dans 31 pays européens et porte sur la gouvernance, le financement, l'étendue de la prestation de services. Ce volume décrit la diversité des fonctions de soins primaires essentiels, tels que l'accessibilité, la continuité et la coordination, et indique les domaines prioritaires à examiner.

DOC [EN](#) PDF

➤ **OMS : "Evaluation de la gestion des maladies chroniques dans les systèmes européens de santé: rapports nationaux"**

Ce document examine systématiquement les expériences de 12 pays en Europe, en utilisant une approche comparative explicite et un cadre unifié d'évaluation pour mieux comprendre la diversité des contextes dans lesquels de nouvelles approches de soins chroniques sont mis en œuvre, et pour évaluer les résultats de ces initiatives.

DOC [EN](#) PDF

➤ **"EU Country Specific Recommendations for health systems in the European Semester process: Trends, discourse and predictors"**

L'étude évalue la façon dont les systèmes de santé sont ciblés pour des réformes à travers l'analyse documentaire des recommandations spécifique par pays et l'analyse statistique des variables prédictives potentielles.

DOC [EN](#) HTML

12 Divers

➤ **EPHA : analyses dans le cadre du Semestre européen**

EPHA (European Public Health Alliance) passe en revue les rapports nationaux sur la santé 2015 et analyse les recommandations spécifiques par pays émises par le Conseil.

DOC [EN](#) HTML

➤ **Conseil de l'Europe : conférence sur l'avenir de la protection des droits sociaux en Europe**

Les documents de référence et les discours prononcés lors de cette conférence sont accessibles en ligne, dont celui de Maggie De Block.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

Brèves sur les soins de santé en Europe

Lettre d'information électronique de l'Observatoire social européen (OSE asbl),
éditée pour le compte de l'INAMI.

Rédaction : Rita Baeten et Dalila Ghailani

baeten@ose.be

www.ose.be

La lettre est disponible en anglais, français et néerlandais.

Pour s'abonner à la lettre :

www.ose.be/health_newsletter/